



MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

Procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 du code de la commande publique
Et R. 2123-1.1° à R 2123-7 du code de la commande publique.

Administration contractante :

Institut National de la Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement
Etablissement public à caractère scientifique et technologique
Centre Val de Loire
37380 NOUZILLY

FOURNITURE ET INSTALLATION D'UN AUTOCLAVE ANIMALERIE RONGEURS – UEPAO CENTRE INRAE VAL DE LOIRE – 37380 NOUZILLY

- Représentant du Pouvoir Adjudicateur ou autorité compétente :

Monsieur le Directeur des Services d'Appui du Centre Val de Loire - 37380 NOUZILLY

- Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2196-2 du code de la commande publique :

*Monsieur le Directeur des Services d'Appui du Centre Val de Loire - 37380 NOUZILLY
ou son représentant*

- Comptable public assignataire des paiements :

Monsieur l'Agent Comptable Secondaire du Centre Val de Loire - 37380 NOUZILLY

ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHÉ

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture et l'installation d'un autoclave pour remplacer un appareil existant de l'unité Expérimentale physiologie animale de l'Orfrasière, (UE PAO) du centre INRAE Val de Loire à Nouzilly 37380.

Les prestations demandées font l'objet d'une seule tranche et d'un lot unique.

1.2. Durée du marché

Le marché commence à la date de notification et se termine après la livraison, l'installation et la mise en service du matériel. La date de fin est prévue au plus tard pour le 30 juin 2025.

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est soumis au Code de la Commande Publique. Il est passé en application des articles L2123-1 et R2123-1-1° à R 2123-7 dudit code.

Il est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe le DPGF, dûment complété et signé dont l'exemplaire conservé par INRAE fait seul foi,
- Le descriptif technique du titulaire,
- Le planning détaillé,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi,

Le Cahier des Clauses Administratives Générales liés aux marchés de fournitures courantes et de services est applicable.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s)-tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Notamment les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

ARTICLE 3 – LIVRAISON

3.1 Lieu de livraison

Le matériel sera livré et mis en service à :

**INRAE - Centre Val de Loire
Animalerie Rongeurs UEPAO
A l'attention de Aurélie Gasnier
37380 NOUZILLY**

3.2 Délai de livraison

La livraison, la mise en service et la formation du personnel devra intervenir **au plus tard le 30 juin 2025.**

3.3 Conditions de livraison

La livraison sera effectuée aux heures et jours d'ouverture du lieu de livraison en présence d'un ou plusieurs représentants de INRAE de l'unité PAO. Les dates seront fixées en accord avec ces derniers.

Le titulaire est seul responsable des opérations de déballage et de manutention des pièces lourdes.

Conformément à l'article 20 du CCAG FCS, les risques afférents au transport de la fourniture jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire.

Le matériel est muni d'une plaque d'immatriculation portant le nom du fabricant, le type de l'appareil et son numéro de fabrication.

Le matériel doit être conforme aux normes françaises et européennes homologuées.

ARTICLE 4 - DOCUMENTATION

Le titulaire fournira au moment de la livraison, pour l'ensemble des matériels constituant le présent marché, une documentation rédigée en français, les manuels d'entretien et d'exploitation des matériels ainsi que les conditions de service après-vente et de maintenance. Le contenu de cette documentation est défini réglementairement et ne doit pas se limiter aux consignes pour la machine. Cette documentation fait l'objet d'un contrôle de conformité.

ARTICLE 5 – VERIFICATION - RECEPTION - GARANTIES

5.1. Vérification du fonctionnement des matériels

Les opérations de vérification seront effectuées par le représentant de la société en présence d'une ou plusieurs personnes de l'unité PAO.

Elles permettront de vérifier la bonne mise en service des matériels ainsi que leur capacité à fonctionner pleinement et dans les conditions prescrites par le titulaire.

Si le premier essai sur le matériel n'est pas satisfaisant le représentant de INRAE devra faire savoir au titulaire **sous 8 jours** par lettre recommandée avec de réception, le titulaire est alors tenu de procéder aux réparations du matériel dans le mois qui suit la réception du courrier INRAE.

Un deuxième essai interviendra dans **les dix (10) jours** suivant la nouvelle mise en service du matériel remis en état.

Si le deuxième essai sur le matériel n'est pas non plus satisfaisant, INRAE prononcera le rejet (partiel ou total) du matériel en cause ou pourra donner un dernier délai supplémentaire d'un mois au titulaire pour procéder aux réparations.

Un dernier essai interviendra dans **les dix (10) jours** suivant la nouvelle mise en service du matériel remis en état. Si ce dernier essai n'est pas satisfaisant INRAE prononcera le rejet (partiel ou total) du matériel en cause. Le titulaire devra en assurer le remplacement dans un délai tenant compte de ses possibilités et des nécessités de INRAE, sauf pour INRAE à décider la résiliation du marché s'il considère que le délai fixé est incompatible avec les nécessités du service bénéficiaire.

Si l'essai est concluant et après remise de l'ensemble des documents un procès-verbal de réception du matériel sera établi contradictoirement et signé par les deux parties.

5.2. Utilisation effective des matériels pour admission

Les opérations de vérification des matériels seront effectuées par un représentant de l'unité de PAO.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG/FCS, INRAE notifiera sa décision d'admission ou de rejet (total ou partiel) du matériel au titulaire à l'issue d'un délai d'un mois, courant à compter de la date de signature par les deux parties du procès-verbal de réception. A défaut, le matériel est réputé être admis par INRAE. Les décisions d'admission sont prises sous réserve des vices cachés.

En cas de rejet partiel, les deux parties s'entendront pour fixer le délai d'intervention laissé au titulaire et le délai de vérification laissé à INRAE.

5.3. Garanties

Les décisions et demandes relatives aux mises au point et réparations émanent du représentant habilité de l'unité en lieu et place du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Les installations et le matériel est garanti sur site pour une **durée minimum de 24 mois** ; pièces, main-d'œuvre et déplacements contre tout vice de construction, fabrication, fonctionnement ou défaut de matières premières, à compter de sa date de mise en service.

Rien ne saurait être facturé en sus à l'INRAE.

Le point de départ de la garantie est la date d'admission des matériels par INRAE.

ARTICLE 6 – ZONES A REGIME RESTRICTIF (ZRR)

Lorsque les prestations de services sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées par la réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par le décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011.

Cette réglementation prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif (ZRR). À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner de telles zones.

ARTICLE 7 – CONTENU ET CARACTERES DES PRIX

7.1. Nature du prix

Le présent marché est traité à prix **global et forfaitaire. Il est ferme et définitif.**

Ce prix, indiqué dans l'acte d'engagement et détaillé dans le DPGF, annexe à l'acte d'engagement, est réputé inclure tous les frais et taxes de toute nature ainsi que les sujétions de toute sorte incombant au titulaire du présent marché pour la correcte exécution de ses prestations, notamment les frais techniques, les frais de transport et de garantie du matériel.

7-2. Forme du prix

Les prix du marché sont fermes et définitifs. Ils s'entendent hors T.V.A et sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres appelé « mois zéro ».

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement la prestation au moment de son exécution.

7-3. Modification du marché

En cours d'exécution du marché, ce dernier pourra être modifié, pour diverses raisons, dans les conditions définies au présent article.

Toute prestation supplémentaire non prévue au marché initial ou modification ayant trait à la situation juridique du titulaire ou encore toute modification d'une clause du marché rendue nécessaire, seront formalisées par voie d'avenant, dans les limites de la réglementation.

ARTICLE 8 : AVANCE

L'option B du CCAG s'applique.

Si le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, une avance de 10 % est accordée pour le titulaire lorsque celui-ci est une PME et une avance de 5 % pour les autres entreprises, dans les conditions de l'article R2191-16 et suivants du Code de la Commande Publique, sauf renonciation expresse du titulaire à l'acte d'engagement.

Elle n'est ni actualisable, ni révisable

Elle est payée dans le délai de 30 jours à compter de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le total des prestations exécutées représente soixante-cinq pour cent (65 %) du montant minimum annuel du marché et doit être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingt pour cent (80 %) du montant minimum annuel du marché.

ARTICLE 9 – MODALITES DE REGLEMENT

9.1. Echéancier de paiement

Le montant du marché sera payé en une fois après établissement du Procès-verbal d'admission du matériel, sur présentation d'une facture établie selon les conditions de l'article 9.2. ci-après.

9.2. Etablissement des factures

Le règlement des matériels faisant l'objet du marché sera effectué sur présentation d'une facture établie en un unique exemplaire à :

INRAE Centre Val de Loire
SBFC – Service Facturier
Domaine de l'Orfrasière
37380 NOUZILLY

Les factures doivent impérativement mentionner le numéro de marché indiqué lors de la notification du marché et le numéro du bon de commande notifié par l'établissement.

Le paiement interviendra dans les formes prévues par les règlements de la comptabilité publique.

Les factures, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code Général des Impôts (CGI) et comporter, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies A de l'annexe 2 du CGI, les références de la commande, du marché et du lot correspondant, le cas échéant.

INRAE se libérera des sommes dues par virement au compte bancaire ou postal ouvert au nom de

la Société (joindre un RIB ou RIP).

Le comptable assignataire chargé des paiements est Monsieur l'Agent Comptable Secondaire d'INRAE, 37380 NOUZILLY.

9.3. Transmission des factures

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

La transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt au format pdf sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les informations nécessaires à la transmission des factures à destination du centre INRAE Val de Loire, via Chorus Pro, sont mentionnées dans le tableau suivant :

N° SIRET INRAE – centre Val de Loire	<i>18007003900870</i>
Code du service concerné à INRAE	<i>FACTURES_PUBLIQUES (548580)</i>
N° DE MARCHE	<i>Communiqué à la notification du marché</i>
N° d'engagement juridique (N°de Bon de commande de la part forfaitaire)	<i>Communiqué à la notification du marché</i>
N° TVA Intracommunautaire	<i>FR 57 180 070039</i>

9.4. Mode de règlement

Le mode de règlement du marché est le virement administratif. Le paiement interviendra sous un délai de 30 Jours maximum au compte indiqué par le soumissionnaire dans l'Acte d'Engagement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

ARTICLE 10 – PENALITES DE RETARD

Des pénalités de retard pourront être appliquées au titulaire du marché pour non-respect du délai de livraison et ou de mise en service du matériel.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, aucun montant plafond de pénalité de retard n'est prévu au contrat.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

10.1. Exigibilité des pénalités de retard

Les pénalités dues par le titulaire, sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration des délais contractuels définis, les prestations des titulaires ne sont pas entièrement réalisées ou

souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences du présent CCAP, quelle qu'en soit l'origine ou la nature.

Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par INRAE ou en cas de manquement de INRAE à ses propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure selon les modalités suivantes.

10.2. Calcul des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, des pénalités seront appliquées, en cas de retard pour :

- Livraison du matériel :

En cas de retard de la livraison, une pénalité forfaitaire d'un montant total de 100€ sera appliquée, sans mise en demeure préalable, par jour de retard par rapport à la date prévue et validée à la notification du marché.

- Installation et mise en service du matériel :

En cas de non-exécution de l'installation et mise en service, une pénalité forfaitaire d'un montant total de 100 € sera appliquée, sans mise en demeure préalable, par jour de retard par rapport à la date prévue et validée à la notification du marché.

- Cumul :

Les pénalités sont cumulatives.

ARTICLE 11 - LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend. A défaut, le litige pourra être amené devant le Tribunal Administratif d'Orléans.

ARTICLE 12 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

L'article 5.2 déroge à l'article 28.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services,

L'article 10 déroge à l'article 14.1.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services,

L'article 10 déroge à l'article 14.1.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services,

L'article 10.1 déroge à l'article 14.1.1 du CCAG Fournitures courantes et Services,

L'article 10.2 déroge à l'article 14 du CCAG/Fournitures Courantes et Services,